

DOSSIER N° PC 069080 26 00005

Dossier déposé le 23/04/2026 et complété le 24/07/2026
Affiché en mairie le 24/04/2026

Par Morgane LUPO

Guillaume MUNOZ

Demeurant 1 RUE DES ROCHES
69700 ECHALAS

Sur un terrain sis ROUTE DE SAINT-ROMAIN-EN-GIER
LE BOURG
69700 ECHALAS

Cadastré A731

SURFACE DE PLANCHER

existante : 0 m²

créée : 109 m²

démolie : 0 m²

Pour Maison individuelle.

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L.422-1 relatif aux communes décentralisées,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Echalas approuvé le 31 octobre 2017, mis à jour le 4 décembre 2017 puis le 2 avril 2019 puis le 27 septembre 2022,

Vu le Plan de Prévention des risques inondation de la rivière Gier et ses affluents, approuvé par arrêté inter-préfectoral en date du 8 novembre 2017,

Vu la déclaration préalable de lotissement n°DP 069 080 24 00042 délivrée en date du le 14 novembre 2024,

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 13 mai 2026,

Vu l'avis de SUEZ, service gestionnaire du réseau d'eau potable en date du 22 mai 2026,

Vu l'avis du SYSEG, service gestionnaire du réseau d'eaux usées en date du 09 septembre 2026 et transmis à Vienne Condrieu Agglomération en date du 23 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Département du Rhône, gestionnaire de la voirie en date du 24 avril 2026,

ARRETE 2026-09-24-054-2.2.1

ARTICLE 1 : Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserves suivantes :

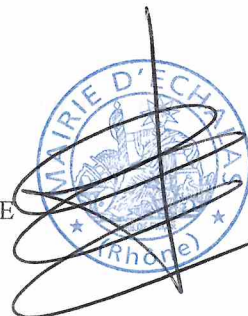
ARTICLE 2 : Le projet devra respecter les prescriptions édictées dans les avis susvisés et ci-après annexés.

Fait à Echalas

Le 24/09/2026

Le maire,

Max-Pol CHAPELLE



Risques Naturels :

L'attention du demandeur est attirée sur le fait qu'en raison de la situation de son terrain en zone blanche Plan de Prévention des risques inondation de la rivière Gier et ses affluents, il est de sa responsabilité, en tant que maître d'ouvrage, de s'assurer que ledit projet respecte toutes les mesures techniques appropriées pour se prémunir contre ce risque.

Electricité :

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que pour le raccordement et à l'accès aux réseaux publics d'électricité selon l'article L.332-17 du code de l'Urbanisme, la contribution aux coûts de raccordement au réseau public d'électricité prévue à l'article L.342-12 du code de l'énergie est versée par le bénéficiaire du permis de construire dans les conditions prévues à l'article L.342-21 du même code. Cette contribution peut représenter un coût non prévu dans le projet, pour laquelle le demandeur est invité à se renseigner auprès du gestionnaire du réseau électrique.

Eau potable :

La parcelle est desservie par une canalisation de diamètre 125 mm **au droit de la propriété** mais nécessite la création d'un branchement d'eau.

Les frais de réalisation du branchement particulier pour raccordement du terrain au réseau public sont à la charge du demandeur.

Assainissement eaux usées :**Eaux usées :**

Les eaux usées du projet seront raccordées sous domaine public en diamètre 160 mm Route de Saint Romain en Gier via la servitude de passage au nord sur la parcelle voisine. Sous réserve de faisabilité technique, la boîte de raccordement sera installée en limite de propriété, sous domaine public. Le pétitionnaire devra s'assurer que le diamètre de la canalisation d'eaux usées du voisin soit suffisamment dimensionné et que celle-ci est en bon état.

Le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du propriétaire du réseau d'eaux usées privé afin de veiller au bon raccordement de ses eaux usées.

Eaux pluviales :

Le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme devra respecter les prescriptions de mise en place suivantes :

- Pour l'infiltration des 15 premiers millimètres de pluie, une tranchée d'infiltration d'un volume utile de minimum 2.5 m³ en galets ;
- Pour la gestion des pluies trentennales, une cuve de rétention d'un volume utile de 5.6 m³, le débit de fuite de celle-ci sera de 1L/s en direction du réseau d'eaux pluviales Route de Saint Romain en Gier.

Il est appelé au pétitionnaire qu'il est formellement interdit de transformer l'ouvrage de rétention avec débit de fuite en ouvrage de stockage des eaux de pluie en neutralisant l'orifice de vidange. Son installation serait considérée non conforme. Si le pétitionnaire souhaite disposer d'un stockage d'eau de pluie, il devra mettre en œuvre une cuve spécifiquement dédiée à cet usage.

Aucun rejet d'eau pluviales vers le réseau d'eaux usées n'est autorisé.

Les travaux devront l'objet d'un contrôle de conformité par le service de l'assainissement collectif.

Le pétitionnaire devra informer le SYSEG de la date de réalisation de ses travaux de raccordement (a minima 7 jours avant leur démarrage). En phase travaux, le pétitionnaire devra associer le SYSEG lors de la réalisation des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Les travaux de raccordement sur domaine public devront être réalisés obligatoirement par Véolia, exploitant de nos réseaux.

Le devis sera établi sur : <https://www.service.eau.veolia.fr/home.html>, rubrique mes démarches.

Le pétitionnaire sera redevable de la PFAC lorsque le raccordement au réseau sera réalisé.

Son montant est estimé à 1500.00 €.

Voirie :

L'avis du Département du Rhône, gestionnaire de la voirie, est favorable, sous réserve du respect des prescriptions émises au DP n° 069080 24 00042 du 05 novembre 2024.

L'occupation, même temporaire, du domaine public départemental lors de travaux doit faire l'objet d'une demande de permission de voirie à adresser au Service Voirie Sud de Mornant.

En cas de dégradation du domaine public (trottoirs, bordures, caniveaux, chaussée...), celui-ci sera remis en l'état et à l'identique par le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme.

Risque sismique :

Le terrain se trouve en zone de sismicité 3. Par conséquent, la construction devra respecter les règles constructives correspondantes définies dans l'arrêté du 22 octobre 2010 et du décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention des risques sismiques. Conformément au décret n° 2023-1173 du 12 décembre 2023 et à l'arrêté du 21 décembre 2023, le maître d'ouvrage devra adresser avec la DAACT une attestation établie par un professionnel qualifié à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire.



Attestation thermique :

L'ensemble des dispositions relatives au respect des exigences de performance énergétique et environnementale, lors de la construction sera respecté. Conformément au décret 2011-544 du 18/05/2011 et à l'arrêté du 21 décembre 2023, le maître d'ouvrage devra adresser avec la DAACT une attestation établie par un professionnel qualifié à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire.

Taxes et participations :

Le montant de la taxe d'aménagement due à l'occasion de cette autorisation d'urbanisme fera l'objet d'une notification ultérieure par le service en charge de la liquidation des taxes. Les taux en vigueur sur la commune sont de 5% pour la part communale et de 2,5% pour la part départementale.

Le montant de la taxe d'archéologie préventive due à l'occasion de cette autorisation d'urbanisme fera l'objet d'une notification ultérieure par le service en charge de la liquidation des taxes. Le taux de cette taxe est de 0,40%.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du Code Général des Collectivités Territoriales

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROIT DES TIERS** : la présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : Conformément aux articles R424-17 et R.424-18 du code de l'urbanisme le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux fois pour une durée d'un an, la demande doit être formulée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'UN mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision relative à une autorisation d'urbanisme n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.



14/11/2025 14:11:11



Publié le : 24/09/2026 12:04 (Europe/Paris)

Collectivité : Échalas

https://www.mairie-echalas.fr/documents_administratifs/79566